

Journaliste : Notre invité ce midi, Daniel Goa, le président de l'UC. Bonjour.

Daniel Goa : Bonjour.

Journaliste : Merci d'avoir accepté notre invitation. Vous n'étiez pas présent au comité des signataires exceptionnel du 5 juin, mais vous avez suivi les travaux. Pourquoi est-ce que vous n'y étiez pas ?

Daniel Goa : Parce que l'invitation a été adressée au président des institutions, des provinces, Congrès, gouvernement. Chez nous, il n'y a que Rock Wamytan qui est signataire, et il n'y a plus personne puisque Charlie, il a disparu, donc, je n'avais pas de raison d'y être.

Journaliste : Mais vous avez suivi les travaux, qu'est-ce que vous pensez de cet accord qui a été trouvé sur le corps électoral de sortie ?

Daniel Goa : C'est un bon accord puisqu'il regroupe l'ensemble des tendances. Si ça permet de se mettre d'accord et d'avancer, ça permet aussi de rassurer les populations calédoniennes parce que, plus on monte en épingle la question du corps électoral, moins on rassure les gens. Et donc, si nos responsables ont trouvé les accords qu'ils estiment justifiés, c'est une bonne chose.

Journaliste : Sur le corps électoral provincial, ils se sont mis d'accord sur un calendrier, une méthode. En principe, un accord devrait être trouvé pour le prochain comité des signataires, c'est-à-dire octobre-novembre. Vous pensez que c'est possible alors que, pendant des années, ça a été un point de divergence important ?

Daniel Goa : On a boycotté, en fin d'année, le comité des signataires, donc moi, j'étais à l'ONU, avec monsieur Wamytan, pour manifester notre désaveu sur la tournure de la chose. Aujourd'hui, on est sortis satisfaits. La question demeure la même, c'est qu'on a enlevé les magistrats et puis on va prendre une personne indépendante. Moi, je dis que la question sur le corps électoral, s'il y a des gens qui sont expérimentés et puis qu'on peut croire à leur indépendance, c'est bien les gens de l'ONU. Parce qu'ici,

il ne faut pas..., tant que la question de l'ONU reste dans la discussion, on en a fait un enjeu pour la crédibilité du corps électoral. Et donc, il faut encourager la France à solliciter la présence des experts de l'ONU, de façon à ce qu'une fois la question réglée, puisque les gens de l'ONU étaient là..., après, qu'ils soient effectifs dans leur travail ou..., mais il suffit qu'ils soient là.

Journaliste : Même avec un simple rôle d'observateurs ?

Daniel Goa : Voilà, parce que ça permet de rassurer les populations et de rendre le résultat des élections indiscutable. Parce que là, aujourd'hui, la question de l'ONU, on en a déjà fait un enjeu. C'est là qu'il faut absolument que les responsables s'associent et puis qu'ils demandent que, oui... De toute façon, que ce soit l'ONU, il y a plein d'autres personnes qui sont capables d'être indépendantes dans leur jugement. Je ne veux pas mettre un doute, mais dans la tête des gens, c'est l'ONU.

Journaliste : Mais vous, l'UC, vous n'en ferez plus un point de blocage, vous n'allez pas multiplier les recours comme vous aviez pu le faire les années précédentes ? Vous pensez qu'on peut trouver une solution par le dialogue, comme ça a été fait il y a trois semaines ?

Daniel Goa : Oui, je pense que les gens aujourd'hui, ils ont appris et puis ont surtout mesuré la responsabilité que leur impose le destin commun à construire. Là, on n'a pas d'autre solution, il faut qu'on trouve un accord.

Journaliste : Lors de ce comité des signataires exceptionnel, le Premier ministre notamment a parlé d'un retour à l'esprit des Accords de Matignon et de Nouméa, qui avait soufflé sur les travaux. Beaucoup de participants ont eu cette impression, c'est votre sentiment à vous aussi ?

Daniel Goa : J'étais un peu surpris parce que ça s'est passé tellement facilement. Dommage que ça ne s'est pas fait à Nouméa, parce que ça aurait été un vrai signe. Si ça se serait passé à Nouméa, ça aurait été très bien, mais on est obligés de s'entendre sur la question, parce qu'il faut sortir ensemble et ça, on a déjà perdu assez de temps pour se mettre d'accord.

Journaliste : Mais on a pourtant l'impression que les tensions ne sont pas apaisées en Calédonie, autant le climat était effectivement très consensuel à Paris. Pourquoi est-ce qu'on n'arrive pas à traduire, en Calédonie, ce climat, cette volonté de consensus ?

Daniel Goa : C'est là où il faut distinguer les différents niveaux du message, parce que celui qu'a déclaré la déclaration de monsieur Frogier, c'est le message vraiment politique qui repositionne bien le destin commun.

Journaliste : Vous parlez du message qu'il a prononcé dans sa déclaration au Sénat ?

Daniel Goa : Voilà. C'est ça, le message qui reste. Je pense que les deux drapeaux, moi, c'est une déclaration que j'ai faite à Ponérihouen pour dire qu'il faut se repositionner par rapport à l'État. Ça veut dire que c'est nous, les Calédoniens, le destin commun nous impose de se mettre d'accord, nous, d'abord. C'est bien que le message purement politique mené par monsieur Frogier... Là, maintenant, ce qui accroche, pour moi, c'est la mise en œuvre de tous ces messages politiques que tous nos responsables passent et que dans leur mise en œuvre, on trouve le moyen pour se faire des croche-pieds, on règle ses petits comptes, et donc, c'est ça qui nous pollue la vie de tous les jours.

Journaliste : Le 1^{er} avril, vous avez joué un rôle majeur dans la mise en place du gouvernement et de l'élection de Philippe Germain avec le vote de Calédonie ensemble, de l'UC et du Palika. Trois mois après, quel bilan vous en faites et est-ce que vous le referiez si c'était à refaire ?

Daniel Goa : Je n'ai pas compté les coups que j'ai reçus sur la tête, mais c'est sûr que ça...

Journaliste : De l'UC et des autres partis, de partout, vous avez reçu des coups, des critiques en tout cas ?

Daniel Goa : Non, surtout de l'UC. Sinon, ceux qui ne sont pas dans l'UC, s'ils avaient des (?), certainement, mais ils ont au moins eu le respect de ne pas me faire de reproches. Sinon, si je dois tirer un bilan, c'est un peu comme ce que je viens de dire, dans la mise en œuvre, c'est difficile. J'ai interpellé un peu nos différents responsables au gouvernement, et les ministres, de façon à ce qu'ils prennent bien

conscience de l'importance de la démarche, déjà de mettre en place un gouvernement pour ne pas être décrédibilisé dans l'évolution vers la sortie, mais c'est aussi être capable de concéder à de véritables enjeux lorsqu'il y a des ratés dans la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa.

Journaliste : Quand vous dites que c'est difficile, ça veut dire que les textes n'avancent pas aussi vite, les dossiers n'avancent pas aussi vite que vous le voulez, ou est-ce que c'est dans l'ambiance et dans l'état d'esprit qui existe aujourd'hui que c'est difficile ?

Daniel Goa : C'est lié, c'est l'ambiance qui est mauvaise, c'est ça qui fait qu'aujourd'hui, on a du mal à avancer comme on pourrait le faire. C'est ça que je déplore, parce qu'on pourrait déjà..., je ne pense pas que les Calédoniens méritent la situation qu'on a aujourd'hui. Et je pense pas que j'ai fait un mauvais choix à ce moment-là, mais après, il faut du travail et il faut mettre le temps, mais malheureusement, les institutions ne nous laissent pas autant de temps.

Journaliste : Qu'est-ce que vous demandez au président du gouvernement aujourd'hui ? Est-ce que vous avez des demandes précises à lui faire ?

Daniel Goa : Je les lui transmettrai dans l'après-midi, puisque je dois le rencontrer.

Journaliste : Lors de votre congrès extraordinaire de Nimbayes, vous avez parlé de cette situation institutionnelle. Le 13 juin, vous accusez deux de vos trois membres du gouvernement de faire de la résistance, de ne pas travailler suffisamment au gouvernement, vous avez même dit qu'il faudrait tirer le bilan de ces attitudes. Depuis, vous en avez parlé avec eux, vous en êtes où ?

Daniel Goa : Ce que j'ai dit au congrès extraordinaire, c'est la suite du travail des discussions qu'on a menées ensemble, des questions de blocage qui est resté entre nous, et donc, ça a abouti tout naturellement à ce que j'interpelle à ce congrès. Le travail que j'ai constaté au niveau du gouvernement, il n'est pas performant parce qu'il y a de la résistance. C'est mon rôle aussi, en tant que président de l'UC, d'interpeller mes ministres UC, parce que j'estimais qu'ils pourraient mieux faire. Après, le bilan qu'il y a à tirer en fin d'année, ça, c'est nos structures. Si le président a fait le mauvais choix, il sera sanctionné.

Journaliste : Ça concerne Antony Lecren et Gilbert Tuyénon, on le dire, il n'y a pas de secret là-dessus. Ça prouve qu'il y a une partie de l'UC qui n'a pas accepté le choix que vous avez fait. Vous les sentez encore, ces tensions, au sein du mouvement ?

Daniel Goa : Je ne sais pas si c'est encore des tensions. Je sais que les gens se sont bien cantonnés dans une démarche à part, mais ça ne m'inquiète pas parce que je sais que, d'une manière ou d'une autre, la dynamique majoritaire va influencer sur le comportement des uns et des autres, et leur analyse. J'ai confiance en l'avenir, pour tout dire.

Journaliste : Vous pensez que tout le monde va se rallier au choix que vous avez fait et va vous donner raison ?

Daniel Goa : On n'a pas le choix. C'est pas pour me donner raison, c'est qu'il faut avancer. Et ensuite, si on veut parler de l'assemblée référendaire, qui est un outil de discussion pour ramener la sérénité, pour sortir, et déjà tracer les prémices de l'après référendum, il faut déjà commencer par la maison. Et donc, on a intérêt à être ensemble.

Journaliste : Dans ce même discours de Nimbayes, vous avez évoqué votre vision de la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa, votre vision de l'avenir. Vous vous êtes interrogé sur les discours ou slogans à tonalité révolutionnaire. Là aussi, ça a un peu choqué une partie de l'UC, une partie des indépendantistes. Pourquoi est-ce que vous avez dit ça ?

Daniel Goa : Je pense que la réalité du combat indépendantiste, aujourd'hui, il doit muter dans les discours, parce qu'on n'a plus, en face de nous, un État colonial qui vient et qui sévit avec la bible pour nous pacifier, le fusil pour nous tirer dessus quand on n'obéit pas. Je pense que là, aujourd'hui, nous sommes dans un nouveau rapport avec l'État, pas que l'État, parce que l'État, il a des rapports qui sont..., je veux dire, par ricochets, c'est sa politique internationale qui fait que nous, on est dans la périphérie. Et donc, on doit exister par rapport à cela, c'est les discours qui doivent changer parce qu'on doit permettre aux Calédoniens, surtout aux jeunes d'aujourd'hui, de s'approprier leur avenir. Et quand on les bloque sur les discours qui sont, pour moi, dépassés, qui normalement sont des discours qui sont liés à la

troisième République, eh bien, je pense qu'on n'aide pas le pays et on n'aide pas les jeunes à faire ce pays.

Journaliste : Ça veut dire que vous remettez en cause les moyens de revendications qui ont été utilisés, mettons, il y a 30 ans ?

Daniel Goa : Non, je veux simplement dire qu'il faut les réinterroger et puis regarder avec rigueur la réalité de notre lutte aujourd'hui.

Journaliste : Ça passe, ce message, à l'UC ?

Daniel Goa : Pas du tout.

Journaliste : C'est rassurant. Alors, vous allez faire quoi, vous allez essayer de convaincre ?

Daniel Goa : Je vais décortiquer et je ramènerai morceau par morceau.

Journaliste : Il n'y a plus d'État colonial à combattre, c'est l'une des phrases de votre discours de Nimbayes. Il est temps, pour les citoyens calédoniens de redéfinir, avec la France, les frontières de leurs relations nouvelles. Et ça, qu'est-ce que ça veut dire ? Que l'État est un interlocuteur, ça concerne la discussion sur les compétences régaliennes, sur l'avenir des relations entre la Calédonie et la France ?

Daniel Goa : Ça renvoie d'abord les Calédoniens ensemble. Plus loin, c'est marqué qu'il est temps pour nous de transformer nos légitimités en conflit en une fusion. Il est temps, pour nous, de transformer la dualité calédonienne en une unité nationale. Je développais comme ça, mais ça traduit bien cette idée de dire que ça nous interpelle, nous, d'abord, les Calédoniens. Il faut qu'on ait un même discours, une même vision, et puis qu'on ait..., sans parler d'indépendance. Si ça choque, on dira qu'il faut qu'on s'émancipe parce qu'une fois que les Calédoniens s'estiment faisant partie d'un bloc, eh bien, ils sont capables de discuter avec l'État, de s'imposer dans la discussion pour pouvoir choisir leur place et exister dans le monde d'aujourd'hui.

Journaliste : Mais quand vous dites, redéfinir avec la France les frontières des relations nouvelles, ça veut dire que vous êtes prêts à discuter d'un partage d'une évolution dans les compétences régaliennes ?

Daniel Goa : Si on regarde un peu autour de nous, aucun pays ne gère l'ensemble des compétences dites régaliennes. La réalité, c'est qu'il faut que nous en fassions une monnaie d'échange. Il y a la défense, il y a la justice, il y a les autres compétences. Je pense qu'on a un bon jeu à jouer par rapport à nos relations avec la France et par rapport aux enjeux que la France a ici, dans la zone. C'est ça qu'il faut bien monnayer. Et pour ça, il faut que nous, on mesure bien l'enjeu, qu'il nous appartient, nous, de le mettre dans la discussion.

Journaliste : Ces discussions, vous les envisagez après un premier scrutin d'autodétermination ou vous pensez que ça peut commencer d'ores et déjà, que les Calédoniens peuvent déjà discuter entre eux, discuter avec l'État ?

Daniel Goa : On est en retard déjà. Il y a longtemps qu'on aurait dû le faire.

Journaliste : Et pourquoi ça n'a pas été fait avant ? Il y a eu des mains tendues, il y a eu des essais, il y a eu des tentatives, quand même ?

Daniel Goa : Oui, mais parce qu'on n'était pas prêts, et ça, c'est le défi du destin commun à construire. Tout le monde nous regarde parce que, pour utiliser nos mots à nous, les indépendantistes, je dirais que c'est une décolonisation pacifique qu'il n'y a pas ailleurs. Et je crois que les peuples du monde sont en train de nous admirer, notre capacité à tisser notre chemin avec la France, sans qu'il y ait des bagarres, des coups de fusil, comme on a vu dans tous les pays qui sont devenus indépendants. Ça, c'est quelque chose qu'il faut transformer en positif, dans la démarche du destin commun. Il faut miser tous nos atouts sur le destin commun.

Journaliste : Le sénateur Frogier, lors de l'examen sur la modification de la loi organique, a prononcé un discours à la tribune en disant qu'aujourd'hui, il n'y a qu'une alternative, soit nous choisissons la voie du laisser-faire et de la facilité, et ce sera le scrutin d'autodétermination, soit nous empruntons la voie du destin commun en devenir par un dialogue apaisé et respectueux entre partenaires. On sait que lui

préfère la seconde solution, celle de trouver un nouveau consensus. Vous, vous pensez qu'il faut passer par le scrutin d'autodétermination ?

Daniel Goa : Je pense qu'il faut qu'on discute, là, parce qu'il faut préparer cette échéance que nous impose la sortie de l'Accord de Nouméa. Le scrutin d'autodétermination, je pense que, là, aujourd'hui, les gens sont mûrs, pourraient visiter les questions qui doivent être posées dans le cadre de l'Accord de Nouméa, mais c'est..., qu'est-ce qu'on met derrière le lendemain. Donc, c'est ça qui nécessite que nous soyons déjà en discussions à partir de hier.

Journaliste : Et vous pensez qu'au lendemain du référendum, il sera temps de discuter ?

Daniel Goa : Si on fait les discussions aujourd'hui, on part sur un scrutin dont l'issue a déjà été déterminée, ou plus ou moins acceptée tacitement. Ce qui fait que, quand on sort des résultats du référendum, nous sommes sur la continuité de nos discussions et sur la mise en œuvre de la construction de notre destin.

Journaliste : Qui est prêt pour l'instant à suivre cette démarche que vous proposez ? L'assemblée référendaire, ça fait un moment que vous en parlez. Est-ce qu'il y a des signes d'autres partis ou d'autres personnalités politiques qui sont prêtes à y participer, à vous rejoindre ?

Daniel Goa : Oui, je crois qu'il y a Calédonie ensemble et Pierre Frogier.

Journaliste : Qui vous a déjà répondu directement pour vous dire qu'il était prêt à en parler, à envisager cette participation et d'assemblée référendaire ?

Daniel Goa : J'ai entendu toutes les déclarations qu'il a faites aujourd'hui, récemment, mais depuis déjà toutes ces années. Et le drapeau qu'ils ont hissé avec Charlie, c'est significatif. Lui, il est resté dans cet état d'esprit. C'est véritablement le discours politique en faveur du destin commun. Maintenant, Calédonie ensemble porte bien ça, la nécessité de réfléchir sur le lendemain et ensuite nous, les indépendantistes, évidemment, on portera ça. Je pense qu'on a encore à bien roder notre relation pour qu'il fonctionne bien.

Journaliste : Et au sein du FLNKS, comment ça se passe ? Le Palika, par exemple, comment est-ce qu'il réagit à votre proposition d'assemblée référendaire. Il n'était pas très favorable au début ?

Daniel Goa : J'en ai discuté avec monsieur Néaoutyine qui m'a interrogé sur le comment j'arrive à accommoder le mot "assemblée" et le mot "référendaire". Non, j'ai dit que ce n'était que des espaces dans lesquels on échange sur nos visions différentes, nos perspectives de sortie de l'Accord, comment chacun de nous voit le pays de demain, et chacun aura sa part à amener dans le panier, parce qu'il faut qu'on arrive à faire un pays qui va recevoir l'adhésion de tout le monde. Donc, chacun a sa place. Lui, il ne s'y est pas opposé, il dit que de toute façon, nous, FLNKS, le projet de société, on le fait depuis, en mettant en œuvre l'Accord de Nouméa, en faisant... J'ai bien compris, mais il est nécessaire de rendre lisible à la population c'est quoi le pays de demain. Parce que dans la mise en œuvre, c'est un haut, c'est un bas, les discussions au Congrès, au gouvernement, on sait ce qu'ils sont. Les actions qui sont sur le terrain, qui sont réussies par la province Nord, ils sont dénoncés par ailleurs, et donc, c'est pas lisible. À partir du moment où on dit qu'on fait une assemblée référendaire pour décrire un projet de censure, on lance les grandes lignes sur c'est quoi notre pays de demain. Les Calédoniens d'aujourd'hui qui n'ont pas de place sur le foncier, comment on leur fait cette place, comment on rend le pays aux enfants de ce pays ?

Journaliste : Le foncier, c'est un dossier, un thème sur lequel vous avez déjà commencé à avancer, à travailler beaucoup ?

Daniel Goa : Le foncier, on n'a pas changé puisqu'il est (?), mais les statuts du foncier, c'est le privé, le public et les coutumiers. Là-dessus, il n'y a rien qui bouge, il y a seulement peut-être besoin d'un aménagement global, de façon à permettre aux Calédoniens de se mettre à l'économie agricole parce que, à un moment donné, il faut peut-être arriver... J'ai entendu tout à l'heure, dans l'une des émissions radios, c'est que les gens, ils ne sont pas contents parce qu'on achète de l'huile de coco chez nos amis les asiatiques à 840 francs le litre, alors qu'on peut bien le faire ici. C'est remettre les gens à la terre parce qu'il est important aussi pour nous, si on veut consolider un peu notre économie, c'est déjà de freiner un peu nos importations pour agir en faveur de notre balance commerciale.

Journaliste : Et sur le nickel, vous avez également commencé à réfléchir. On parle depuis longtemps d'un schéma de développement qu'on a beaucoup de peine à trouver manifestement. L'un des points d'accord avec Calédonie ensemble, c'était le passage à 51 % dans le capital de la SLN. C'est une perspective qui semble s'éloigner, ça a l'air difficile. Vous maintenez cette volonté aujourd'hui ?

Daniel Goa : Oui, parce qu'après, c'est un objectif. Il est intéressant d'avoir les 51 % à la SLN parce qu'aujourd'hui, l'État, il n'est plus majoritaire dans la SLN. Donc, forcément, je dis peut-être des bêtises, mais je connais pas trop les règles qui régissent des sociétés de cette dimension-là, mais l'inquiétude sur les OPA lancée sur la SLN, c'est les trois quarts des réserves de nickel du territoire qui partent. Donc, c'est l'objet des 51 %, parce qu'il faut qu'on preserve notre ressource de ce risque. Mais en même temps, ça nous permet d'être cohérents dans la valorisation du nickel puisque la SLN développe du nickel à haute teneur, derrière, c'est KNS, et ensuite, c'est Posco, et ensuite, ça va être le projet Nord Jinshuan, et puis le Japon, derrière. On valorise l'ensemble du nickel à différents niveaux de teneurs.

Journaliste : Et sur les exportations, est-ce que vous pensez qu'il faut les continuer ou maximiser le développement en Calédonie ?

Daniel Goa : La démarche aujourd'hui, c'est qu'il faut qu'on ait une démarche commune, une vision commune, c'est ce que les uns et les autres parlent de doctrine. Nous, on parle de stratégie nickel. Pour (?) à l'extérieur, il faut que nous, on soit ensemble, ici, à l'intérieur, pour avoir une stratégie commune à l'extérieur. C'est ce qu'on porte depuis en proposant à la province Sud d'intégrer la SMSP, à la province des Îles aussi, de façon à ce qu'on arrive à trouver des structures, comme la STCPI, qui regroupent l'ensemble des provinces pour pouvoir avoir le même objectif sur l'extérieur. C'est-à-dire, quand on exporte notre nickel, aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe jusque-là ? C'est que le territoire est exploité, ensuite, il est vendu à des traders, il est exporté, et puis, pour être vendu par le trader là-bas, aux métallurgistes, et ensuite, ça s'arrête là. Donc, je ferai un exemple, c'est : sur deux francs que touche le mineur, eh bien, le métallurgiste touche 27 francs. Et quand demain, il n'y aura plus de nickel, le mineur touche plus rien, les employés du mineur ne touchent plus rien, et puis les employés des métallurgistes, ils ne sont pas d'ici. Et donc, on n'a plus de sous et on n'a pas fait le développement économique du pays parce qu'on n'a pas fait la diversification.

Journaliste : Là aussi, il y a urgence, peut-être, pour s'y mettre, on a perdu du temps là aussi pour définir ce schéma global ?

Daniel Goa : Oui, je pense qu'on a beaucoup perdu de temps, parce qu'il y a trop d'enjeux entre nous, de stratégies entre nous, ce qui fait qu'on n'arrive encore pas à une maturité nécessaire pour engager l'avenir à une vision commune et surtout trouver un enjeu commun qui est une stratégie commerciale à l'extérieur.

Journaliste : Si on parle de calendrier, est-ce que vous êtes optimiste aujourd'hui quand on sait que la sortie de l'Accord de Nouméa..., il y a une date butoir, de toute façon, c'est fin 2018 dans un premier temps en tout cas, le référendum d'autodétermination. Les choses vont lentement, on a perdu du temps, est-ce que vous pensez arriver à mettre les gens autour d'une table, à les faire discuter dans un laps de temps aussi court, alors qu'on sent des tensions assez vives dans les institutions ou dans la société calédonienne ?

Daniel Goa : Il y a des niveaux de discussions qui doivent se tenir à leur niveau. La discussion politique, c'est ce qui arrive, là, en 2018. Je pense que les gens, ils sont mûrs aujourd'hui pour porter les différents messages parce que leur responsabilité, en tant que responsables, c'est de réussir la sortie. Et ensuite, après, les véritables enjeux qui viennent polluer, c'est bien dans les mises en œuvre de nos institutions qui font que ça vient polluer la discussion, ça vient polluer la réflexion. Mais l'objectif politique, je pense que les gens, chaque responsable, il a bien mesuré l'importance de réussir l'Accord de Nouméa.

Journaliste : Et ce qui vient polluer, on va pouvoir s'en débarrasser, à votre avis ?

Daniel Goa : Je pense qu'il y a moyen, il faut trouver les voies et moyens. Il y a des choses qu'on peut faire.

Journaliste : C'est l'un de vos objectifs ?

Daniel Goa : Il faut d'abord que j'en parle à mon bureau.

Journaliste : Daniel Goa, merci d'avoir accepté notre invitation.

Daniel Goa : Merci.